

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/488

7 février 2002

(02-0602)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES MEMBRES LORSQU'IL S'AGIT DE FAIRE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS ET SÉMINAIRE PRÉVU SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées dans le document G/SCM/W/473
du 18 décembre 2001

Document présenté par l'Indonésie

La Délégation permanente de l'Indonésie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 février 2002.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES DIFFICULTÉS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

Question n° 1

L'administration de votre pays manque-t-elle de ressources lorsqu'il s'agit de faire les notifications concernant les subventions? Dans l'affirmative, quels sont les principaux obstacles? La difficulté tient-elle principalement au *nombre* insuffisant de fonctionnaires chargés des notifications ou tient-elle davantage au fait qu'ils manquent de *formation*?

Réponse

L'administration indonésienne a du mal à préparer les notifications concernant les subventions parce que l'institution qui en est chargée est nouvelle. L'insuffisance des effectifs constitue donc la principale difficulté rencontrée dans la procédure de notification.

Question n° 2

Compte tenu de votre réponse à la question précédente, si le modèle de questionnaire pour les notifications pouvait être simplifié, l'administration de votre pays serait-elle mieux en mesure de faire les notifications requises concernant les subventions?

Réponse

Nous espérons que la simplification du système de notification nous permettra de notifier beaucoup plus facilement les subventions.

Question n° 3

Lorsque vous mettez en balance l'utilité pour l'administration de votre pays de disposer du modèle le plus simple possible et la nécessité d'être en mesure de comprendre les notifications des autres Membres lorsque vous les examinez, dans quelle mesure pourrait-on simplifier le modèle sans nuire à la transparence?

Réponse

La simplification doit porter essentiellement sur la procédure et les prescriptions en matière de notification.

Question n° 4

S'agissant du modèle de notification en tant que tel et des notions sur lesquelles il repose, telles qu'elles sont énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC, d'après l'expérience de l'administration de votre pays, les personnes chargées de faire les notifications éprouvent-elles des difficultés à comprendre les prescriptions en raison des termes employés dans l'Accord pour définir "subvention", "spécificité", etc.? Par exemple, ces personnes pensent-elles que les subventions revêtent uniquement la forme de dons en espèces et qu'elles ne comprennent pas le manque à gagner attribuable à des incitations fiscales ou tarifaires? Pourrait-on donner des explications dans le modèle de questionnaire pour définir plus clairement la portée des mesures qui doivent faire l'objet d'une notification? Comment ces explications pourraient-elles être libellées?

Réponse

Veuillez donner quelques exemples pour chaque question pour clarifier le questionnaire.

Question n° 5

L'administration de votre pays éprouve-t-elle des difficultés de manière générale en raison des prescriptions de forme du questionnaire pour les notifications? En particulier, l'administration de votre pays dispose-t-elle déjà de renseignements qui permettraient de répondre au questionnaire pour les notifications sur le fond, mais qui ne correspondent pas au modèle? Dans l'affirmative, quelles sont les difficultés particulières auxquelles se heurte l'administration de votre pays lorsqu'elle cherche à présenter les renseignements suivant le modèle prévu? Si les renseignements étaient notifiés dans leur forme actuelle, pourraient-ils néanmoins être rapprochés des éléments de données figurant dans le questionnaire concernant les subventions?

Question n° 6

Lorsqu'elle examine les notifications d'autres Membres, l'administration de votre pays serait-elle gênée si elle devait examiner des renseignements qui ne sont pas présentés de la manière prévue dans le questionnaire concernant les subventions, mais qui correspondent de manière générale aux éléments de fond du questionnaire? Dans quelle mesure est-il important que ces renseignements soient présentés suivant le modèle prévu?

Réponse

Étant donné que notre institution a été mise en place il y a environ huit mois seulement, nous n'avons pas d'expérience en matière de notification des subventions offertes en Indonésie ou d'examen des notifications des autres Membres.

Question n° 7

L'administration de votre pays fournit-elle des renseignements sur ses programmes de subventions ou d'incitations sur des sites Web officiels? Dans quelle mesure la notification des subventions serait-elle simplifiée si les renseignements pouvaient être communiqués dans leur forme actuelle? En tant que personne chargée d'examiner les notifications, de quelle manière devrait-on limiter à votre avis le remplacement des questionnaires concernant les notifications complètes par des renseignements provenant de sites Web? La référence à des sites Web compléterait-elle utilement les renseignements de fond communiqués dans une notification?

Réponse

L'administration indonésienne ne publie pas de renseignements au sujet de ses subventions sur des sites Web officiels.

Question n° 8

S'agissant de la règle générale 6, qui dispose que la notification de subventions accordées "pour des produits ou secteurs spécifiques" sera structurée par produit ou secteur, celle-ci pose-t-elle des difficultés à l'administration de votre pays lorsqu'elle notifie des subventions qui sont accordées de manière horizontale, plutôt que pour des produits ou secteurs spécifiques? Quelles sont les étapes et les difficultés particulières liées à la préparation de renseignements par produit ou secteur pour des subventions accordées de manière horizontale?

Réponse

Les difficultés précises liées à la préparation de renseignements par produit ou secteur sur les subventions accordées de manière horizontale ont trait à la nécessité de recueillir des renseignements auprès de tous les départements ministériels.

Question n° 9

Cette règle pose-t-elle des problèmes lorsqu'il s'agit de notifier des subventions qui sont ciblées sur un produit ou un secteur spécifique (par exemple: certaines subventions agricoles)?

Réponse

La notification des subventions accordées par produit ou secteur ne pose pas de problèmes.

Question n° 10

Si la règle générale 6 était reformulée de manière à se rapporter aux subventions "accordées en fonction de produits ou secteurs spécifiques", cela contribuerait-il à résoudre cette difficulté? (L'idée consisterait à préciser qu'il faut fournir des renseignements sur les programmes, plutôt que des renseignements sur un produit ou un secteur spécifique, lorsque les subventions sont accordées de manière horizontale, tandis que les subventions accordées pour des produits ou secteurs spécifiques continueraient à être notifiées en tant que telles.)

Question n° 11

Cette reformulation poserait-elle des difficultés en ce qui concerne l'examen des notifications concernant les subventions et, dans l'affirmative, quelles seraient ces difficultés?

Question n° 12

Dans quelle mesure l'obligation générale de fournir des données statistiques sur les effets des subventions notifiées sur le commerce (première phrase du point 9) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Question n° 13

Dans quelle mesure la nécessité de rassembler le genre de données statistiques dont il est question aux points 9 a) et 9 b) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Question n° 14

Dans quelle mesure les données statistiques relatives aux subventions des autres Membres sont-elles importantes aux fins de l'examen, par l'administration de votre pays, des notifications concernant les subventions? Ces prescriptions en matière de notification pourraient-elles être assouplies d'une manière ou d'une autre? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Question n° 15

L'administration de votre pays a-t-elle constaté, en préparant les notifications concernant les subventions, qu'il existe un chevauchement ou une redondance notionnels en ce qui concerne certains des éléments d'information dans leur forme actuelle?

Question n° 16

Si l'administration de votre pays estime qu'il y a chevauchement, comment celui-ci pourrait-il être supprimé? Quelles sont les améliorations d'ordre rédactionnel qui pourraient être apportées pour préciser la marche à suivre dans ce genre de situation, tout en maintenant les prescriptions de fond de l'article 25 sur lesquelles s'appuie le questionnaire?

Question n° 17

L'obligation de fournir des renseignements sur l'objectif général ou l'objet de la subvention, son fondement et la législation en vertu de laquelle elle est accordée, ainsi que sur les bénéficiaires et les modalités suivant lesquelles elle est accordée, soulève-t-elle des difficultés importantes pour l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications concernant les subventions? Comment ces prescriptions pourraient-elles être simplifiées?

Question n° 18

L'obligation de fournir des explications lorsqu'un élément d'information particulier ne peut être communiqué pose-t-elle des difficultés particulières à l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications? Dans l'affirmative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en préservant la teneur?

Question n° 19

Le point 7 du questionnaire concernant les subventions (renseignements sur le montant des subventions accordées) laisse-t-il à l'administration de votre pays une marge de manœuvre suffisante pour que celle-ci soit en mesure de notifier ces renseignements sans difficulté indue? Dans la négative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

Nous ne pouvons répondre aux questions n° 10 à 19 faute d'expérience dans ces domaines.

C. QUESTIONS RELATIVES AU SÉMINAIRE SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Question n° 1

En ce qui concerne le nombre et le caractère des participants au séminaire, combien de personnes au sein de votre administration nationale sont-elles chargées au jour le jour de recueillir des renseignements sur les subventions ainsi que de préparer et de présenter des notifications concernant les subventions à partir de ces renseignements? Si elles sont plus d'une, prière de décrire leurs différentes attributions.

Réponse

L'administration indonésienne a trois personnes qui sont chargées des notifications concernant les subventions. Il s'agit de M. Suhardi, le coordonnateur, secondé par MM. Muhammad Yani et David Louhenapessy. Ils doivent recueillir les renseignements, préparer et présenter les notifications et s'occuper des affaires concernant les subventions.

Question n° 2

L'administration de votre pays se satisferait-elle de pouvoir envoyer deux participants à ce séminaire? Dans la négative, pourquoi pas, et quel serait le nombre optimal de participants du point de vue de l'administration de votre pays?

Réponse

Deux participants suffiraient pour notre administration.

Question n° 3

Si le séminaire durait deux jours, cela serait-il suffisant/approprié? Dans la négative, qu'est-ce qui serait plus convenable?

Réponse

Trois jours seraient plus indiqués parce que nous avons besoin d'un jour pour comprendre la procédure et la préparation des notifications concernant les subventions.

Question n° 4

Le programme ci-après vous conviendrait-il? **Première séance:** Exposé détaillé des définitions fondamentales énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC et exposé des obligations concernant la notification des subventions au vu de ces définitions. **Deuxième séance:** Exposé par les Membres des difficultés particulières qu'ils rencontrent dans la préparation des notifications concernant les subventions. **Troisième séance:** Échange d'informations et remue-ménages entre les Membres afin de trouver des solutions réalisables dans la pratique aux problèmes qui auront été définis (moyens de coordonner et de rationaliser la collecte et la présentation des renseignements concernant les subventions). **Quatrième séance:** Mesures de suivi pour faire en sorte que les informations qui auront été échangées et les leçons qui auront été apprises soient retenues et mises en pratique. (On a insisté sur le fait que ce suivi devrait être immédiat et intensif pour être efficace.) Parmi les idées avancées à ce jour, mentionnons l'établissement d'un réseau informel entre les fonctionnaires des administrations centrales, la planification d'activités d'assistance technique ciblées, etc.

Réponse

Une autre séance est nécessaire comme indiqué ci-dessus.

Question n° 5

Normalement, votre pays envoie-t-il des représentants de l'administration centrale aux réunions ordinaires du Comité? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

L'administration indonésienne commence à participer aux réunions ordinaires du Comité.

Question n° 6

De l'avis du gouvernement de votre pays, le séminaire sur les notifications concernant les subventions est-il important pour améliorer la compréhension des règles sur les subventions et faire en sorte que les notifications concernant les subventions soient complètes et présentées en temps voulu? (En d'autres termes, le gouvernement estime-t-il qu'il est prioritaire que votre pays participe à ce séminaire?) Le gouvernement de votre pays entend-il envoyer des participants de l'administration centrale à ce séminaire? Dans l'affirmative, combien seront-ils et quelles sont leurs attributions? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

L'administration indonésienne considère le séminaire sur les notifications concernant les subventions comme une initiative de la plus grande importance. Il devrait donc constituer une priorité car nous allons commencer de notifier nos subventions.

Question n° 7

De l'avis du gouvernement de votre pays, serait-il opportun de parrainer financièrement uniquement les participants en provenance des pays les moins avancés Membres? Dans la négative, pourquoi pas? Quels sont les autres critères objectifs qui pourraient être élaborés et qui pourraient être plus opportuns en ce qui concerne la possibilité de bénéficier d'un parrainage financier?

Réponse

L'administration indonésienne estime que le parrainage financier serait indiqué uniquement pour les participants des pays les moins avancés et des pays en développement.

Question n° 8

Si le gouvernement de votre pays n'était pas en mesure d'envoyer des participants au séminaire en raison de contraintes financières, quel est le niveau minimal de parrainage financier qui rendrait possible l'envoi de participants (par exemple: billets d'avion uniquement, billets d'avion et indemnités de subsistance pour la durée du séjour à Genève, etc.)?

Réponse

Le niveau minimal de parrainage qui rendrait possible l'envoi de participants consisterait à financer les frais de voyage par avion, de subsistance pour la durée du séjour à Genève et d'autres frais.

Question n° 9

En supposant qu'il ne soit pas possible de financer le séminaire à l'aide des fonds d'affectation spéciale dont dispose actuellement l'OMC (éventualité qu'on ne saurait écarter) et en supposant que le budget total s'élève à environ 225 000 FS, le gouvernement de votre pays envisagerait-il de faire un don pour financer l'événement? Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement de votre pays serait-il en mesure d'accorder?

Réponse

L'administration indonésienne n'a pas de ressources pour contribuer au financement du séminaire.

Question n° 10

Si le séminaire était financé par des contributions affectées à des fins particulières par différents Membres et que le budget prévu pour le séminaire était excédentaire (en raison d'une participation moins grande que prévu des Membres pouvant bénéficier d'un parrainage financier, quels que soient les critères retenus), que devrait-on faire de cet excédent? Deux options ont été examinées: i) rendre l'excédent aux pays donateurs au prorata; ou ii) mettre l'excédent à la disposition des autres pays en développement Membres, dans l'ordre des demandes. Existe-t-il d'autres options plus judicieuses?

Réponse

Les autres options envisageables pour dépenser l'excédent consistent à augmenter le nombre de participants et/ou de séances comme nous l'avons proposé dans notre réponse à la question n° 3 de la section C.
